

**Point de presse de la porte-parole -  
Italie/Déplacement de M. Jean-Yves  
le Drian à Rome - Union pour la  
Méditerranée/Entretien de Mme  
Nathalie Loiseau avec M. Fathallah  
Sijilmassi - Slovaquie/Entretien de  
Mme Nathalie Loiseau avec M. Ivan  
Korcok - Nations unies/Lutte contre  
le terrorisme/Adoption de la  
résolution 2368 du Conseil de  
sécurité - Ukraine/Situation à l'est  
du pays - Royaume-Uni -  
Diplomatie économique -  
Exportation de matériels de guerre -  
Jérusalem - Libye - Turquie - Chine  
- Agendas**

(Paris, 21 juillet 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - Italie - Déplacement de M. Jean-Yves le Drian à Rome (24 juillet 2017)**

M. Jean-Yves Le Drian se rend à Rome le 24 juillet, à l'invitation de son homologue italien, M. Angelino Alfano, pour participer à la conférence des ambassadeurs italiens, qui aura pour thème cette année «Sécurité et croissance : les défis pour l'Italie et l'Europe».

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères interviendra devant les ambassadeurs italiens sur la relance du projet européen.

M. Jean-Yves Le Drian aura par ailleurs un entretien avec son homologue, qui permettra de poursuivre le dialogue que les deux ministres ont initié lors de leur rencontre à Rome le 6 juillet. Il évoquera en particulier notre volonté commune de stabilisation politique de la Libye, indispensable pour assurer un contrôle efficace du territoire et des frontières libyennes dans l'objectif de lutter contre le terrorisme et les réseaux de passeurs.

**2 - Union pour la Méditerranée - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec M. Fathallah Sijilmassi (Paris, 21 juillet 2017)**

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, s'entretient aujourd'hui avec M. Fathallah Sijilmassi, secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

Mme Nathalie Loiseau redira notre soutien à l'Union pour la Méditerranée, seule enceinte permettant à la fois un dialogue régional associant tous les partenaires méditerranéens et le développement de projets concrets pour rapprocher les deux rives de la Méditerranée.

Créée en 2008 sous l'impulsion de la France, l'Union pour la Méditerranée compte 43 membres (28 États membres de l'Union européenne et les 15 pays riverains de la Méditerranée). Elle a déjà labellisé 47 projets d'intégration régionale, dans des domaines aussi divers que la dépollution de la Méditerranée, les énergies renouvelables, l'enseignement supérieur et la recherche, la protection civile, les autoroutes de la mer et les autoroutes terrestres et l'appui aux PME.

3 - Slovaquie - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec M. Ivan Korcok, secrétaire d'État slovaque aux affaires européennes (Paris, 21 juillet 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, reçoit aujourd'hui son homologue slovaque, M. Ivan Korcok.

Après la rencontre du président de la République le 22 juin avec les responsables des pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque), cet entretien permettra de faire le point sur l'actualité européenne : révision de la directive sur le détachement des travailleurs, asile et migration, Europe de la défense.

La relance du projet européen sera également abordée. C'est sous la présidence slovaque du conseil des ministres, au second semestre 2016, qu'a été adoptée la «feuille de route de Bratislava» sur l'avenir de l'Union européenne à 27.

4 - Nations unies - Lutte contre le terrorisme - Adoption de la résolution 2368 du Conseil de sécurité (New York, 20 juillet 2017)

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2368 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cette résolution est une étape supplémentaire dans le combat de la communauté internationale contre le terrorisme. Elle vient compléter les résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant Daech, Al-Qaïda et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés.

Elle permet d'actualiser le régime de sanctions en réaffirmant la nécessité de prendre des mesures de gel des avoirs, d'interdiction de voyager et d'embargo sur les armes. Elle définit par ailleurs des critères d'inscription sur la liste des personnes et entités associées à ces

organisations terroristes, et souligne l'importance de la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération.

Les efforts de la communauté internationale contre Daech portent leurs fruits. Sur le terrain, l'organisation terroriste subit des défaites importantes en Irak et en Syrie. La victoire des forces irakiennes à Mossoul est en cours. La bataille se poursuit également à Raqqa.

Face à la menace terroriste qui demeure complexe et multiforme, nous devons continuer de nous mobiliser dans plusieurs domaines : lutte contre la propagande et la radicalisation sur Internet, tarissement des sources de financement des groupes terroristes, préparation aux retours des combattants terroristes étrangers.

## 5 - Ukraine - Situation à l'est du pays

Nous condamnons les violences observées ces derniers jours dans l'est de l'Ukraine qui, selon un bilan officiel, ont fait onze morts parmi les forces armées ukrainiennes. Nous condamnons également les bombardements qui ont ciblé des zones urbaines d'Avdiivka et de Krasnohorivka, dans la région de Donetsk, faisant de nouveau payer un lourd tribut aux populations civiles.

Ce bilan s'ajoute à près de 30 morts dans l'est de l'Ukraine depuis le début du mois et plus de 40 le mois dernier.

Il est urgent de parvenir à des progrès immédiats en matière sécuritaire. C'est en ce sens que nous continuons de plaider, avec l'Allemagne dans le cadre du format Normandie, pour parvenir à la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk.

## 6 - Royaume-Uni

Q - Que devient le projet franco-britannique de construire un drone de combat ? Plus généralement est-ce que le Brexit et le rapprochement franco-allemand sur des projets «défense» peuvent avoir un impact sur les accords de Lancaster House ?

R - Dans le domaine de la défense, la coopération franco-britannique est particulièrement étroite sur les plans opérationnels et capacitaires. Cette coopération ne saurait être remise en cause par le Brexit, du fait de son caractère principalement bilatéral, de la convergence politico-stratégique inchangée de nos deux pays et de la forte intégration de nos industries.

Par ailleurs, des programmes d'armement de l'avenir ont été lancés par la France et le Royaume-Uni, au nombre desquels le futur système de combat aérien (FCAS) impliquant Dassault et BAE Systems.

La réunion du groupe de travail de haut niveau («High Level Working Group») a permis en décembre dernier d'identifier les jalons qui pourraient conduire à la contractualisation de la phase de démonstration de drone de combat FCAS. Un accord a été signé à cette occasion pour lancer une phase d'étude complémentaire d'une durée de 12 mois.

Pour mémoire, le groupe de travail de haut niveau est l'instance de gouvernance de la coopération d'armement franco-britannique. Il a été créé par le traité de Lancaster House de 2010 qui met en place, entre la France et le Royaume-Uni, une coopération de défense d'une intensité exceptionnelle.

Avec l'Allemagne, nous avons une volonté politique forte de travailler au renforcement de notre coopération dans le domaine de la défense, dans un cadre européen, mais aussi dans un cadre bilatéral. Cette volonté a été réaffirmée au plus haut niveau lors du conseil franco-allemand de défense et de sécurité du 13 juillet.

Ces deux coopérations sont complémentaires.

## 7 - Diplomatie économique

Q - Sur le commerce extérieur quelles réformes «pratiques» envisagez-vous pour «corriger des choses concrètes» et avez-vous un calendrier pour éclaircir ces propositions ?

R - Comme le ministre l'a souligné dans son interview au quotidien Les Échos, pour diffuser une culture de l'exportation et aider les entreprises exportatrices françaises, encore insuffisamment nombreuses, surtout par rapport à certains de nos concurrents européens (125.000 quand il y en a deux fois plus en Italie et trois fois plus en Allemagne), il faut «de la simplicité» pour plus d'efficacité.

Pour le ministre, cela suppose une simplification du dispositif d'appui à l'export tant en France, où les entreprises doivent pouvoir s'adresser à un guichet unique dans les régions, qu'à l'étranger où l'ambassade doit coordonner le travail des opérateurs de l'export.

Le ministre recevra en septembre les présidents de région avec le président de l'association des régions de France, M. Philippe Richert, pour mettre en place une logique collaborative entre l'État et les régions dans ce domaine.

Il recevra également à la rentrée les «fédérateurs» des sept familles prioritaires à l'export (santé, agroalimentaire, industrie du tourisme, industries culturelles et créatives, ville durable, technologies émergentes et énergies renouvelables) qui avaient été mises en place par ses prédécesseurs, afin d'évaluer les ajustements nécessaires pour rendre leur action, qui doit être en phase avec celles des fédérations professionnelles, plus efficace. Le ministre a indiqué ne pas exclure l'ajout de nouvelles familles. En effet, cette approche par filières d'excellence est plébiscitée par les acteurs de l'export car elle permet d'identifier les obstacles hexagonaux qui freinent la projection à l'export des entreprises et de lever ces difficultés. Elle rapproche des

entreprises à l'activité complémentaire pour qu'elles abordent ensemble les marchés à l'export, voire répondent à des appels d'offres groupés et elle favorise le parrainage de PME par des grands groupes.

Enfin, le ministre tient aussi à ce que le dispositif public d'appui à l'internationalisation des entreprises reste accessible aux PME et que se développe encore davantage le recours aux volontaires internationaux en entreprises (VIE), dont l'efficacité est avérée. Ces lignes conductrices seront données à la nouvelle direction générale de Business France qui doit être rapidement mise en place et mettre en oeuvre les réformes portées par le ministre.

## 8 - Exportation de matériels de guerre

Q - Est-ce le ministre des armées ou le ministre des affaires étrangères qui oriente et peaufine la stratégie d'exportation et ventes d'armes à l'étranger ?

R - Les règles en vigueur en matière d'exportation d'armements sont disponibles sur le site France diplomatie :

<a href="http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/desarmement-et-non-prolifération/la-france-et-le-contrôle-des-exportations-sensibles/article/contrôle-des-exportations-de-matériels-de-guerre">http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/desarmement-et-non-prolifération/la-france-et-le-contrôle-des-exportations-sensibles/article/contrôle-des-exportations-de-matériels-de-guerre</a>

## 9 - Jérusalem

Q - Craignez-vous un embrasement de la situation à l'Esplanade des Mosquées ?

R - Nous avons rappelé au point de presse du 19 juillet la préoccupation de la France face aux tensions à Jérusalem et particulièrement autour de l'Esplanade des Mosquées, où la situation s'est dégradée ces derniers jours.

Nous appelons l'ensemble des parties à s'abstenir de tout acte ou déclaration de nature à aggraver les tensions, ainsi qu'à oeuvrer à l'apaisement. Toute remise en cause du statu quo est porteuse de risques de déstabilisation.

## 10 - Libye

Q - Qu'attendez-vous de la réunion de Khalifa Haftar et Fayaz Seraj la semaine prochaine à Paris ?

R - Je n'ai pas de commentaire à faire à ce sujet.

## 11 - Turquie

Q - Soutenez-vous l'Allemagne suite à sa réaction dure envers la Turquie ?

R - Nous partageons avec l'Allemagne une même préoccupation sur l'évolution de la situation des droits de l'Homme en Turquie. Celle-ci est aggravée par les arrestations récentes de M. Kiliç, président du conseil d'administration d'Amnesty international en Turquie, avec 22 autres avocats, le 10 juin dernier et de Mme Idil Eser, directrice d'Amnesty international Turquie, le 6 juillet, avec sept autres personnes, dont des ressortissants suédois et allemand.

La France appelle à la libération des représentants d'Amnesty international et des militants des droits de l'Homme qui ont été arrêtés.

Nous demandons aux autorités turques de respecter leurs engagements européens et internationaux concernant les droits de l'Homme et les libertés fondamentales.

## 12 - Chine

Q - Le ministre a déclaré le 17 juillet qu'il souhaitait que les autorités chinoises assurent la liberté de mouvement de l'épouse, de la famille et des proches de Liu Xiaobo. Est-ce qu'il y a des démarches de la France envers la Chine suite à cette déclaration ?

R - La France a eu des contacts réguliers, ces dernières semaines, avec les autorités chinoises sur la situation de Mme Liu Xia. Elle a rappelé son souhait que sa liberté de mouvement ainsi que celle de sa famille et de ses proches soient assurées.

13 - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'État du 24 au 30 juillet 2017 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

<span style="text-decoration: underline;">Lundi 24 juillet</span>

15h - Ouverture de la conférence des ambassadeurs italiens, Rome

<span style="text-decoration: underline;">Mardi 25 juillet</span>

9h - Entretien avec le président de la République, Élysée

18h30 - Entretien avec M. Patrice Caine, président directeur général de Thalès, Quai d'Orsay

Mercredi 26 juillet

10h - Conseil des ministres, Élysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h30 - Comité interministériel du tourisme autour du Premier ministre, Matignon

19h - Entretien avec le Premier ministre, Matignon

---

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 24 juillet

10h - Entretien avec M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, à la fiscalité et à l'union douanière, Quai d'Orsay

11h - Entretien avec Mme Catherine Trautmann, présidente de la Task force pour le siège strasbourgeois du Parlement européen (Strasbourg The Seat), Quai d'Orsay

Mardi 25 juillet

9h30 - Séance de questions orales, Sénat

14h30 - Audition devant la commission des affaires étrangères, Assemblée nationale

17h - Entretien avec Mme Helen McEntee, ministre irlandaise des affaires européennes, Quai d'Orsay

Mercredi 26 juillet

10h - Conseil des ministres, Élysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h - Entretien avec M. François Rivasseau, envoyé spécial chargé de l'espace auprès du service européen pour l'action extérieure

Jeudi 27 juillet

Déplacement à Rome

Vendredi 28 juillet

15h - Entretien avec M. Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert Schuman, Quai d'Orsay

18h - Entretien avec M. Denis Simonneau, président d'EuropaNova, Quai d'Orsay

---

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 24 juillet

17h - Visite du centre de crise et de soutien, Quai d'Orsay

Mardi 25 juillet

10h - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

11h45 - Visite de la direction générale de la mondialisation, Convention

17h15 - Entretien avec M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne, Convention

Mercredi 26 juillet



15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale./.